



Rapport Financier Semestriel 2026





HYDROGENE DE FRANCE

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 2.940.490,80 euros
Siège social : 35 rue Jean Duvert – 33290 Blanquefort
789 595 956 RCS Bordeaux

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2026

(établi en application de l'article L.451-1-2 III du Code Monétaire et Financier et de l'article 222-4 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers)



DEFINITIONS

Dans le présent rapport financier semestriel, et sauf indication contraire :

- les termes « **HDF** » ou la « **Société** » désignent la société HYDROGENE DE FRANCE, société anonyme dont le siège social est situé 35 rue Jean Duvert, 33290 Blanquefort, France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux sous le numéro 789 595 956 ;
- le terme « **Groupe** » désigne la société et ses filiales :
- **CESA**, société par actions simplifiée dont le siège social est situé 35 rue Jean Duvert – 33290 Blanquefort, France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux sous le numéro 844 540 302 ;
- **CEOG**, société par actions simplifiée dont le siège social est situé Pépinière d'entreprises innovantes GDI campus universitaire Troubiran BP 90235, 97325 Cayenne Cedex, Guyane, France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Cayenne sous le numéro 820 901 130 ;
- **HDF ENERGY AUSTRALIA PTY LTD**, société de droit australien dont le siège social est situé 1/575 Darling Street, Rozelle NSW 2039, Australie, immatriculée au registre du commerce australien sous le numéro 621 753 928 ;
- **RENEWSTABLE (BARBADOS) INC.**, société de droit barbadien dont le siège social est situé Suite 206, Warrens Court, St Michael, Barbade, immatriculée au registre des sociétés de Barbade sous le numéro 43324 ;
- **ENERGIA LOS CABOS**, société de droit mexicain dont le siège social est situé Municipalité de Los Cabos, Basse-Californie du Sud, enregistrée sous le numéro A202003260814142536 ;
- **HDF-ENERGY CYPRUS LIMITED**, société de droit chypriote dont le siège social est situé Ifigenias, 17, Strovolos, 2007, Nicosie, Chypre, immatriculée au registre des sociétés de Chypre sous le numéro HE 408291 ;
- **CAGOU ENERGIES** société par actions simplifiée dont le siège social est situé 32 rue du Général Gallieni, 98845 Nouméa, Nouvelle Calédonie, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nouvelle Calédonie sous le numéro 1 519 966 ;
- **HDF ENERGY SOUTH AFRICA (PTY)**, société de droit sud-africain dont le siège social est 276 Cape Road, Newton Park, Port Elizabeth, 6045, Afrique du Sud, enregistrée sous le numéro 2021/441278/07 ;
- **HDF LATAM**, société de droit mexicain dont le siège social est situé Municipalité de Los Cabos, Basse-Californie du Sud, enregistrée sous le numéro A202103160729474601 ;
- **HDF INVEST**, société par actions simplifiée dont le siège social est situé 35 rue Jean Duvert – 33290 Blanquefort, France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux sous le numéro 903 550 747 ;
- **HDF ENERGY Inc.**, société de droit américain dont le siège social est 276 Cape Road, New Castle, Wilmington, 19808, Etats-Unis, enregistrée sous le numéro d'authentification SR 20213052833 – File number 6184754 ;
- **HDF ENERGY CARIBBEAN HOLDINGS LTD.**, société de droit barbadien dont le siège social est situé Suite 206, Warrens Court, St Michael, Barbade, immatriculée au registre des sociétés de Barbade sous le numéro 45999 ;

- **NEWGEN ENERGY LIMITED**, société de droit de la République de Trinité & Tobago, dont le siège social est situé à Trintoplan Complex, 16-20 Orange Grove Road, Tacarigua ;
- **HDF ENERGY TRINIDAD AND TOBAGO LIMITED**, société de droit de la République de Trinité & Tobago dont le siège social est situé 34 Warren Road, Cupunia ;
- **HDF ENERGY NAMIBIA (PTY) LTD**, société de droit namibien, dont le siège social est situé 3 Heuschneider street, Swakopmund ;
- **SWAKOPMUND RENEWSTABLE (Proprietary) Limited**, société de droit namibien, dont le siège social est situé 3 Heuschneider street, Swakopmund ;
- **HYDROGEN POWER (FIJI) PTE LIMITED**, société de droit de la République de Fidji, dont le siège social est situé Level 10, FNPF Place, 343 Victoria Parade, Suva ;
- **HDF ENERGY PHILIPPINES HOLDINGS INCORPORATED**, société de droit de la République des Philippines, dont le siège social est situé 3rd Floor Corinthian plaza, 121 paseo de roxas legazpi, Village San Lorenzo, City of Makato, Fourth district, National Capital Region (NRC), 1229 ;
- **PT HDF ENERGY INDONESIA**, société de droit de la République d'Indonésie, dont le siège social est situé Gedung XL Axiata Tower, Jl. HR. Rasuna Said Blok X Kav. 11-12, Kuningan Timur, Setiabudi 12910, Jakarta Selatan, Indonesia ;
- **RENEWSTABLE MPUMALANGA (PTY) LTD**. Société de droit sud-africains, dont le siège social est situé à 276 Cape Road, Newton Park, Port Elizabeth, 6045, Afrique du Sud, sous le numéro 2023/701874/07 ;
- **HYDROGENE DU MAROC**, société par actions simplifiée à associé unique, de droit marocain, dont le siège social est situé 332 BD BRAHIM ROUDANI ETG 5 APPT 21 CHEZ VIVENDIS INVEST, Casablanca, MAROC, sous le numéro RE 71335 ;
- **HDF ENERGY DEUTSCHLAND GmbH**, société à responsabilité limitée de de droit allemand, dont le siège social est Wallstraße 9, 10179 Berlin, sous le numéro HRB 259300 B ;
- **HDF HIDROGENO ESPANA**, société à responsabilité limitée de droit espagnol, dont le siège social est situé Calle Maldonado 4 BAJO D. 28006, Madrid (Madrid). España, sous le numero NIF B 13812623 ;
- **HDF ENERGY KENYA**, société de droit kenyan, dont le siège social est situé à COUNTY: NAIROBI, DISTRICT: WESTLANDS DISTRICT , LOCALITY: WESTLANDS, STREET: GREVILLEA GROVE, BUILDING: KALAMU H , sous le numéro PVT-V7UY8VLR ;
- **HYNAVAL**, société par actions simplifiée de droit français, dont le siège social est situé à Hangar H37 Pôle Naval du Grand Port Maritime de Bordeaux Quai Hubert Prom 33000 Bordeaux, immatriculée sous le numéro 911 601 102 R.C.S. Bordeaux ;
- **HDF PROJECT SITES KENYA LIMITED**, société de droit kenyan, dont le siège social est situé à COUNTY: NAIROBI, DISTRICT: WESTLANDS DISTRICT , LOCALITY: WESTLANDS, STREET: GREVILLEA GROVE, BUILDING: KALAMU H , sous le numéro P052378195W ;
- **HDF ENERGY GREECE**, société de droit grec, dont le siège social est situé à 58 rue Katehaki ATHENES, sous le numéro 176760001000/A.

SOMMAIRE

1	DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	6
2	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE.....	8
2 1	EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DU PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE EN COURS	8
2 2	ANALYSE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES, DES RESULTATS, ET DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE.....	8
2 3	PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS A VENIR 9	
2 4	PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIEES	11
2 5	EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2026.....	12
3	ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES CONDENSES	14
4	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE.....	33

I DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels condensés, sont établis conformément au corps de normes comptables applicables et donnent une image fidèle et honnête du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'émetteur, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-après présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Blanquefort,
le 23 septembre 2026

Monsieur Damien HAVARD
Président Directeur Général





2 RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

2 | 1 EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DU PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE EN COURS

Le résultat semestriel fait ressortir un résultat net global consolidé déficitaire de 4.190 K€ au premier semestre 2026 contre un déficit de 6.649 K€ au premier semestre 2025.

Les événements ayant eu au cours du premier semestre 2026 un impact sur les comptes du Groupe sont les suivants :

Avancement du projet CEOG

Le chantier du projet guyanais CEOG, premier projet Renewstable® en construction, a poursuivi son cours en 2026 : l'ensemble des équipements est désormais sur site et a été testé. En phase de mise en route, les premières livraisons d'électricité sont attendues fin 2026.

Centre d'Excellence Industrielle

Le programme industriel d'HDF, soutenu par l'État français dans le cadre des PIIEC (Projets Importants d'Intérêt Européen Commun), franchit une nouvelle étape avec la construction, sur site, d'un second centre d'essais techniques, dans la continuité de la mise en service du Centre d'Excellence Industrielle. La finalisation de ce centre d'essais et sa mise en service sont prévues d'ici la clôture de l'exercice.

Avance à recevoir PIIEC

Les conditions contractuelles de versement de la seconde tranche de l'avance PIIEC étant remplies au 30 juin 2026, l'avance sur subvention à recevoir a été comptabilisée pour 12,7 M€.

Activité commerciale et suivi des projets

L'effort de recentrage et de priorisation s'est poursuivi sur le premier semestre 2026.

Au Mexique, les relations construites avec le gouvernement et la Commission Fédérale de l'Électricité (CFE) portent leurs fruits : dans la continuité du projet de Los Cabos, le nouveau projet OASIS en Basse-Californie du Sud a été retenu comme projet phare du plan d'expansion et de renforcement de la CFE.

En Indonésie, la structuration du portefeuille de centrales à hydrogène de HDF Energy s'est poursuivie au premier semestre 2026.

Au Kenya, le projet Kwale a bénéficié d'avancées notables à la suite de l'Africa Forward Summit, tenu à Nairobi les 11 et 12 mai 2026 : le soutien exprimé par le ministère de l'Énergie a permis d'intensifier les échanges avec l'opérateur électrique national, dont la structuration du projet fait désormais l'objet de discussions en cours.

2 | 2 ANALYSE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES, DES RESULTATS, ET DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE

Chiffre d'affaires et résultat de cession

Le chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2026 s'établit à 551 K€ contre 411 K€ au 30 juin 2025. Il correspond aux revenus constatés au titre des contrats de développement des projets Renewstable Barbados (RSB) à la Barbade et NewGen à Trinidad et Tobago, et aux prestations rendues par HDF dans le cadre de la construction de la centrale guyanaise CEOG.

Aucune entrée d'investisseur n'a été enregistrée au cours du premier semestre 2026.

Charges opérationnelles

Le Groupe poursuit le recentrage de ses efforts de déploiement commercial, de renforcement des équipes techniques dédiées au développement des projets, et de structuration des équipes corporate, sur ses actions prioritaires. Les charges opérationnelles hors amortissement sont en baisse sur le premier semestre 2026.

Au premier semestre 2026, l'effectif moyen du Groupe s'établit à 121 contre 125 pour le premier semestre 2025. Ce total inclut les salariés sous contrat de travail ainsi que les ressources humaines mobilisées dans les zones géographiques sans entité juridique propre. Les rémunérations versées aux personnels diminuent entre le 30 juin 2025 et le 30 juin 2026, un effet direct du recentrage des effectifs permanents et de l'optimisation des ressources engagée par le Groupe. La part de ces rémunérations capitalisée sur les projets ou sur l'investissement industriel progresse dans le même temps, de 264 K€ à 409 K€, à mesure que l'activité industrielle du Groupe prend de l'ampleur, portée notamment par la subvention PIIEC. Ces deux effets combinés expliquent la baisse des charges de 4.383 K€ au 30 juin 2025 à 3.912 K€ au 30 juin 2026.

Les charges externes, composées notamment des frais de prospection, du coût des ressources humaines dans les pays dans lesquels le Groupe n'a pas d'entité juridique dédiée, des frais de déplacement liés au déploiement de la prospection dans les territoires, et des prestations de sous-traitance engagées dans le cadre du PIIEC, sont passées de 2.624 K€ au premier semestre 2025 à 2.471 K€ au premier semestre 2026.

Les dotations aux amortissements et aux provisions totalisent 2.769 K€ au 30 juin 2026, contre 1.969 K€ au 30 juin 2025. Elles intègrent l'amortissement de l'usine de Blanquefort, mise en service le 1er mai 2024, et celui du Centre d'excellence industrielle, mis en service le 1er février 2025, qui ne pesait donc que partiellement sur les comptes semestriels 2025, ainsi que la dotation relative à la provision pour dépréciation du projet CRT.

Résultat net consolidé

Le résultat financier est bénéficiaire de 654 K€, en raison principalement de gains de change liés à la hausse du dollar américain par rapport à l'euro au premier semestre 2026, contrairement aux effets observés en 2025.

Par mesure de prudence, le Groupe n'a pas procédé à une reconnaissance additionnelle d'impôts différés actifs.

Le résultat net consolidé s'établit à -3.982 K€ (contre -6.618 K€ au 30 juin 2025).

Trésorerie

La trésorerie disponible s'élève à 27.215 K€ contre 33.497 K€ au 31 décembre 2025. Outre les dépenses opérationnelles courantes, la consommation de trésorerie provient des investissements réalisés pour finaliser la construction du centre d'excellence industrielle qui permettra de tester le bon fonctionnement des piles à combustible sur le site de Blanquefort.

2 | 3 PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS A VENIR

Les principaux facteurs de risques propres à la Société et au Groupe sont regroupés en quatre catégories ci-dessous, étant précisé qu'au sein de chacune d'entre elles, les facteurs de risques sont présentés par ordre de criticité net décroissant selon l'appréciation de la Société à la date du présent rapport.

La survenance de faits nouveaux, soit internes au Groupe, soit externes, est donc susceptible de modifier cet ordre d'importance dans le futur. L'attention des actionnaires est attirée sur le fait que d'autres risques non identifiés à la date du présent document ou dont la réalisation n'est pas considérée, à cette même date, comme susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société et l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, son activité, ses perspectives, sa situation financière et ses résultats, peuvent exister ou survenir.

Il est précisé que les risques sont présentés nets des mesures de gestion visant à les atténuer.

<i>Intitulé du risque</i>	<i>Probabilité d'occurrence</i>	<i>Ampleur du risque</i>	<i>Degré de criticité net</i>
1 - Risques liés à l'activité du Groupe			
Risque lié aux perspectives du marché de la production d'énergie renouvelable non intermittente utilisant l'hydrogène et à la capacité du Groupe à répondre aux attentes de ce marché	Moyen	Elevé	Moyen
Risque lié à la capacité du Groupe à faire face à la croissance attendue	Moyen	Moyen	Moyen
Risque de dépendance du Groupe vis-à-vis de la technologie pour la fabrication de piles à combustible de forte puissance objet du contrat de partenariat conclu avec la société Ballard	Faible	Moyen	Moyen
Risque lié à l'environnement politique et économique des territoires au sein desquels le Groupe exerce ses activités	Elevé	Moyen	Elevé
Risque lié à l'évolution des politiques publiques et des réglementations en faveur des énergies décarbonées	Moyen	Moyen	Moyen
Risque lié au nombre restreint de fournisseurs des composants du Groupe et au prix des composants et matières premières	Moyen	Moyen	Moyen
Risque lié au développement des projets du pipeline ou des futurs projets du Groupe et à la production des piles à combustible	Moyen	Moyen	Moyen
2 - Risques financiers			
Risque lié aux besoins de financement	Elevé	Moyen	Elevé
Risque de liquidité	Faible	Faible	Faible
Risque de change	Moyen	Faible	Moyen
3 - Risques liés à l'organisation du Groupe			
Risque lié à la concentration des pouvoirs exécutifs et opérationnels	Faible	Moyen	Moyen
Risque lié à la capacité de conserver et attirer des personnes clés	Faible	Moyen	Moyen
4 - Risques réglementaires et juridiques			
Risque lié au maintien d'autorisation au titre d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE)	Faible	Faible	Faible

Le lecteur est amené à se référer aux facteurs de risques développés par la Société à l'occasion de son introduction en bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris au sein du chapitre 3 « Facteurs de risques » du Document d'Enregistrement approuvé le 21 mai 2021 par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro I.21-023.

La Société attire l'attention du lecteur sur la mise à jour du risque présenté en section 3.1.7 du Document d'Enregistrement comme suit :

- **Risque lié au nombre restreint de fournisseurs des composants du Groupe et au prix des composants et matières premières**

Dans le cadre de ses activités, le Groupe s'approvisionne en composants et en matières premières, notamment les panneaux solaires et les électrolyseurs. Une pénurie de ces éléments pourrait retarder la construction des unités opérationnelles à mettre en place par le Groupe dans le cadre de ses activités.

Les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales, les tensions sur le marché du travail et la hausse des prix de l'énergie s'inscrivent dans un environnement économique incertain, accentué par le conflit russo-ukrainien et par le conflit au Moyen-Orient. Ces facteurs ont entraîné une hausse générale des prix d'achat de

certaines composants entrant dans la composition des solutions du Groupe et pourraient provoquer des variations significatives des prix de revient, que le Groupe pourrait ne pas parvenir à compenser par la hausse des revenus tirés de la vente d'électricité.

Cette incertitude quant aux tarifs d'approvisionnement est susceptible de freiner le développement ou la rentabilité des projets et prestations du Groupe.

La Société attire l'attention du lecteur sur la mise à jour du risque présenté en section 3.1.6 du Document d'Enregistrement comme suit :

- Risque lié à l'évolution technologique du produit et à sa fiabilité à long terme

Pionnier dans le domaine de l'hydrogène-électricité, HDF développe des produits innovants. Les équipes d'experts qui développent tant le concept des centrales Renewstable® que les piles de forte puissance qui les équipent progressent encore sur la courbe d'apprentissage qui permettra de stabiliser la solution. Le Groupe n'a pas encore procédé à l'intégration de ces différentes technologies au sein de ses projets et n'a donc pas encore de retour d'expérience sur le fonctionnement de ses infrastructures et de ses piles à combustible, et sur leur performance en situation réelle.

Pour réduire son exposition aux risques de rupture technologique, le Groupe assure (i) une veille technologique permanente et (ii) le portage de ses solutions en intégrant les technologies nouvelles.

Par ailleurs, les processus qualité sont en cours de déploiement, tant en conception, que pour la fabrication à venir des piles à combustibles à l'usine de Blanquefort. L'exploitation des résultats obtenus permettra d'étayer les prévisions de performance et l'amélioration du produit.

Pour palier un éventuel défaut de performance à long terme, le Groupe met en place des solutions de garantie ou d'assurance permettant d'en couvrir les conséquences.

La Société attire enfin l'attention du lecteur sur la mise à jour du risque présenté en section 3.2.1 du Document d'Enregistrement comme suit :

- Risque lié aux besoins de financement

Les besoins de financement dont le Groupe se préoccupe ne sont pas uniquement les besoins propres à son activité. Une part importante de son savoir-faire dans le développement des projets réside dans leur bouclage financier. L'augmentation des taux d'intérêt pourrait générer une hausse des coûts des projets et donc pénaliser leur équilibre financier.

Le Groupe a mis en place une veille systématique des opportunités de financement, notamment concessionnaires, qui permettent à ce jour d'assurer le financement des projets en cours à des niveaux compatibles avec l'équilibre financier attendu.

2 | 4 PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIEES

Le détail des opérations avec les parties liées au cours des six premiers mois de l'exercice en cours et ayant influé significativement sur la situation financière ou les résultats du Groupe au cours de cette période, figure à la note 3.15 de l'annexe aux états financiers semestriels consolidés condensés présentée en section 3.2 du présent document.

Par ailleurs, il n'existe aucune modification affectant les transactions entre parties liées décrites dans le dernier rapport financier annuel qui pourrait influencer significativement sur la situation financière ou les résultats du Groupe durant les six premiers mois de l'exercice en cours.

2 | 5 EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2026

Le 5 décembre 2025, HDF a signé avec BPI FRANCE le contrat de financement du projet industriel soutenu par l'Etat français dans le cadre de France 2030. Notifié par la Commission Européenne en tant que Projet Important d'Intérêt Européen Commun (PIIEC) depuis mai 2024, le projet industriel d'HDF a pour objectif de développer et industrialiser des piles à combustibles de forte puissance destinées aux secteurs du stationnaire et des mobilités lourdes maritime et ferroviaire. HDF a perçu le 31 juillet 2026 le second acompte de 12,7 M€ sur le programme.

La dynamique engagée en Indonésie au premier semestre s'est confirmée après la clôture. PLN, opérateur électrique national, a ouvert en juillet 2026 le processus de sélection de son partenaire pour le projet Sumba. Le 10 septembre 2026, PT HDF Energy Indonesia et PT Pertamina New & Renewable Energy ont signé un Joint Study Development Agreement portant sur le développement conjoint de projets d'énergie renouvelable (hydrogène vert, stockage batterie, hydrogène-électricité), incluant la poursuite du portefeuille Renewstable® dans l'Est de l'Indonésie, avec exclusivité réciproque sur certains districts de Nusa Tenggara Est et de Papouasie.



3 ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES CONDENSES

3 | 1 ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES CONDENSES AU 30 JUIN 2026

(en K€)	Notes	30/06/2026	31/12/2025
ACTIFS			
Ecart d'acquisition		0	0
Actifs incorporels	01	3 814	3 607
Actifs corporels	02	22 631	24 722
Actifs financiers non courants	03	6 180	6 199
Participations dans les entreprises associées et co-entreprises	04	896	957
Impôts différés actifs	05	3 876	3 876
Autres actifs non courants		108	113
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		37 505	39 473
Stocks	06	1 233	1 101
Créances clients et comptes rattachés	07	7 863	7 321
Autres actifs courants	08	16 468	8 927
Trésorerie et équivalents de trésorerie	09	27 215	33 497
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		52 778	50 846
Actifs nets non courants détenus en vue de la vente		0	0
TOTAL ACTIFS		90 283	90 319
PASSIFS			
Capital		2 940	2 940
Primes		108 986	108 986
Réserves		-28 652	-22 748
Résultat net consolidé		-3 981	-5 747
Capitaux propres part du groupe		79 293	83 431
Participations ne donnant pas le contrôle		0	0
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		79 293	83 431
Avantages postérieurs à l'emploi		103	86
Dettes financières non courantes		178	229
Autres passifs non courants		868	699
Provisions non courantes		8	7
Impôts différés passifs		0	0
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		1 156	1 022
Dettes financières courantes		150	165
Provisions courantes	10	75	55
Dettes d'impôts sur les sociétés		0	0
Dettes fournisseurs		1 925	1 703
Passifs sur contrat	11	146	267
Autres passifs courants	08	7 538	3 676
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		9 834	5 867
TOTAL PASSIFS		90 283	90 319

L'annexe fait partie intégrante des états financiers semestriels consolidés condensés

ETAT DU RESULTAT NET ET DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE CONDENSE

(en K€)	Notes	30/06/2026	30/06/2025
Chiffre d'affaires	12	551	410
Autres produits liés à l'activité	13	4 066	141
Total produits de l'activité		4 618	551
Achats consommés, Variation des stocks de produits en cours et finis		-143	-99
Charges externes		-2 471	-2 624
Frais de personnel	14	-3 912	-4 383
Impôts, taxes et versements assimilés		-72	-2
Amortissements et dépréciations		-2 769	-1 969
Quote-part du résultat net des entreprises associées et co-entreprises	04	-64	-63
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activité		0	0
Autres produits et charges opérationnels		168	277
Résultat opérationnel		-4 647	-8 312
Résultat financier		654	-643
Résultat avant impôt		-3 993	-8 954
Impôt sur les sociétés	05	12	2 337
Résultat net consolidé		-3 981	-6 618
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		0	0
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère		-3 981	-6 618
Différences de conversion		-209	-12
Eléments recyclables		-209	-12
Gains et pertes actuariels liés aux avantages postérieurs à l'emploi		1	-19
Variation de juste valeur des placements en instruments de capitaux propres		0	0
Eléments non recyclables		1	-19
Autres éléments du résultat global		-208	-31
Résultat net global consolidé		-4 189	-6 649
Résultat net global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		0	0
Résultat net global consolidé part du groupe		-4 189	-6 649
Résultat net consolidé par action (en euros)	15	-0,27	-0,45
Résultat net consolidé dilué par action (en euros)	15	-0,27	-0,45

L'annexe fait partie intégrante des états financiers semestriels consolidés condensés.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS CONDENSÉS

(en K€)	Notes	30/06/2026	30/06/2025
Resultat net consolidé		-3 981	-6 618
Amortissements et dépréciations		2 751	2 022
Paiements en actions et avantages postérieurs à l'emploi	14	33	99
Quote-part sociétés mises en équivalence	04	64	63
Quote-part subventions en résultats		-4 066	-141
Autres produits et charges		3 994	-40
Charges d'impôts	05	-12	-2 337
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net d'impôt		-1 216	-6 952
Impôts (payés) / perçus		0	-3
Variation des stocks	06	-141	-125
Variation du poste de clients	07	-456	1 006
Variation du poste fournisseurs		292	-922
Variation des autres actifs et passifs courants		-4 094	777
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-4 398	731
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		-5 614	-6 221
Acquisitions ou production d'autres actifs corporels et incorporels		-783	-3 253
Acquisitions d'immobilisations financières		-70	-115
Cessions d'actifs corporels et incorporels		0	10
Cessions d'actifs financiers		143	185
Flux de trésorerie liées aux acquisitions et cessions de filiales		0	0
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-709	-3 172
Augmentation de capital		0	0
Acquisitions et cessions d'actions propres		0	-653
Nouveaux emprunts et autres dettes financières		110	238
Remboursement d'emprunts et autres dettes financières		-76	-149
Variation de comptes courants		0	0
Intérêts versés sur emprunts et dettes financières		-3	-2
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		31	-566
Variation de trésorerie		-6 292	-9 959
Incidence des variations des cours de change		10	-77
Trésorerie d'ouverture		33 497	39 248
Trésorerie de clôture		27 215	29 211

L'annexe fait partie intégrante des états financiers semestriels consolidés condensés.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES CONDENSES

(en K€)	Capital social	Primes	Réserves	Actions propres	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Capitaux propres
Capitaux propres IFRS 31/12/2025	2 940	108 986	- 27 013	- 1 495	- 78	91	83 431
Résultat net consolidé			- 3 981				- 3 981
Variation de JV des placements en instruments de capitaux propres							-
Autres éléments du résultat global hors variation de JV non recyclables					- 208	1	- 208
Résultat global			- 3 981		- 208	1	- 4 189
Variation de capital							-
Valorisation des BSPCE / AGA			33			1	33
Variations périmètre			19		- 1		18
Actions propres				- 37			- 37
Autres variations			37				37
Capitaux propres IFRS 30/06/2026	2 940	108 986	- 30 906	- 1 533	- 287	93	79 293

(en K€)	Capital social	Primes	Réserves	Actions propres	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Capitaux propres
Capitaux propres IFRS 31/12/2024	2 940	108 986	-21 424	-651	-10	102	89 944
Résultat net consolidé			-5 747				-5 747
Variation de JV des placements en instruments de capitaux propres							
Autres éléments du résultat global hors variation de JV non recyclables					-68	-11	-79
Résultat global			-5 747		-68	-11	-5 826
Augmentation de capital							
Valorisation des BSPCE / AGA			136				136
Variations périmètre							
Actions propres				-812			-812
Autres variations			22	-32			-10
Capitaux propres IFRS 31/12/2025	2 940	108 986	-27 013	-1 495	-78	91	83 431

L'annexe fait partie intégrante des états financiers semestriels consolidés condensés.

3 | 2 NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES CONDENSES AU 30 JUIN 2026

3.2.1 FAITS MARQUANTS

Les événements ayant eu au cours du premier semestre 2026 un impact sur les comptes du Groupe sont les suivants :

Avancement du projet CEOG

Le chantier du projet guyanais CEOG, premier projet Renewstable® en construction, a poursuivi son cours en 2026 : l'ensemble des équipements est désormais sur site et a été testé. En phase de mise en route, les premières livraisons d'électricité sont attendues fin 2026.

Centre d'Excellence Industrielle

Le programme industriel d'HDF, soutenu par l'État français dans le cadre des PIIEC (Projets Importants d'Intérêt Européen Commun), franchit une nouvelle étape avec la construction, sur site, d'un second centre d'essais techniques, dans la continuité de la mise en service du Centre d'Excellence Industrielle. La finalisation de ce centre d'essais et sa mise en service sont prévues d'ici la clôture de l'exercice.

3.2.2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

3.2.2.1 Principes généraux

Les Etats financiers semestriels consolidés condensés ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et les interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) tels qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2024, disponibles sur le site internet de la Commission Européenne : <https://ec.europa.eu/commission/indexfr>.

Ces états financiers incluent une sélection de notes explicatives qui ont vocation à mettre à jour les informations comptables et financières contenues dans les derniers comptes consolidés au 31 décembre 2024 et/ou d'apporter des informations comptables et financières nouvelles sur des éléments significatifs intervenus sur le semestre.

Ainsi, ces états financiers semestriels consolidés condensés doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Les principes et méthodes comptables utilisés pour l'élaboration des états financiers semestriels consolidés condensés au 30 juin 2026 du Groupe sont identiques à ceux retenus pour établir les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

3.2.2.2 Périmètre et méthodes de consolidation

Les états financiers semestriels consolidés condensés de HYDROGENE DE FRANCE pour les 6 mois écoulés au 30 juin 2026 comprennent la société consolidante et ses filiales (l'ensemble désigné comme le « Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées.

Le périmètre du Groupe est tel que détaillé ci-dessous :

Sociétés	Pays	30/06/26	31/12/25	Notes
Sociétés consolidées par intégration globale				
HDF ENERGY	France	Mère	Mère	Holding, Ingénierie, Prospection
HDF ENERGY SOUTH AFRICA (PTY)	Afrique du Sud	100%	100%	Ingénierie, Prospection
HDF ENERGY AUSTRALIA	Australie	100%	100%	Ingénierie, Prospection
HDF LATAM	Mexique	99%	99%	Ingénierie, Prospection
HDF ENERGY Inc.	Etats-Unis	100%	100%	Ingénierie, Prospection
HDF CARIBBEAN	Barbades	100%	100%	Ingénierie, Prospection
HDF TRINIDAD ET TOBAGO	Trinidad	100%	100%	Ingénierie, Prospection
HDF INDONESIE	Indonésie	99%	99%	Ingénierie, Prospection
HDF PHILIPPINES	Philippines	100%	100%	Ingénierie, Prospection
HDF NAMIBIE	Namibie	100%	100%	Ingénierie, Prospection
HDF FIDJI	Fidji	100%	100%	Ingénierie, Prospection
HYDROGENE DU MAROC	Maroc	100%	100%	Ingénierie, Prospection
HDF HIDROGENO ESPANA S.L	Espagne	100%	100%	Ingénierie, Prospection
HDF ENERGY DEUTSCHLAND GmbH	Allemagne	100%	100%	Ingénierie, Prospection
HDF ENERGY KENYA	Kenya	100%	100%	Ingénierie, Prospection
HDF ENERGY GREECE	Grèce	100%	100%	Ingénierie, Prospection
HDF PROJECT SITES KENYA LIMITED	Kenya	0%	0%	Société immobilière
CESA	France (Guyane)	99,9%	99,9%	Société de projet (SPV)
HDF ENERGY NC	France (NC)	100%	100%	Société de projet (SPV)
ENERGIA LOS CABOS	Mexique	100%	100%	Société de projet (SPV)
SWAKOPMUND	Namibie	100%	100%	Société de projet (SPV)
RENEWSTABLE MPUMALANGA PTY	Afrique du Sud	100%	100%	Société de projet (SPV)
HDF ENERGY CYPRUS	Chypre	100%	100%	Société de projet (SPV)
HDF INVEST	France	100%	100%	Société d'investissement projets
Sociétés consolidées par mise en équivalence				
CEOG	France (Guyane)	10%	10%	Société de projet (SPV)
RENEWSTABLE BARBADOS	Barbades	49%	49%	Société de projet (SPV)
NEW GEN	Trinité et Tobago	70%	70%	Société de projet (SPV)
HYNAVAL	France	20%	20%	Société de projet (SPV)
Sociétés non consolidées				
PRAGMA INDUSTRIES	France	1%	1%	
DIGAS	Lettonie	4,5%	4,5%	
RENEWSTABLE MIDDLE SABI	Zimbabwe	100%	100%	
MATTA POWER LIMITED	Zambia	0%	51%	

Les états financiers semestriels consolidés condensés comprennent les états financiers des filiales à compter de leur date de création ou d'acquisition (date à laquelle le contrôle est obtenu), et jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et co-entreprises comptabilisées par mise en équivalence.

IFRS 10 requiert l'exercice du jugement et une évaluation permanente de la situation de contrôle.

3.2.2.3 Recours à l'utilisation d'estimations

La préparation des états financiers requiert, de la part de la direction, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses jugées raisonnables, susceptibles d'avoir un impact sur les montants d'actifs, passifs, capitaux propres, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations figurant en annexe sur les actifs et passifs éventuels. Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les principales estimations portent sur :

- l'atteinte des critères d'activation des différents projets de recherche et développement en cours au regard de la norme IAS 38 et les hypothèses retenues pour la réalisation des tests de dépréciation (cf. note 01) ;
- l'appréciation du contrôle sur les différentes filiales et participations (cf. note 04) ;
- les hypothèses retenues pour la valorisation des plans d'AGA ;
- l'activation d'éventuels impôts différés au titre des déficits reportables (cf. note 05).

Des précisions sont apportées dans la note sur les principes comptables significatifs. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions économiques différentes, les montants définitifs pourraient être différents de ces estimations.

Ces estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations.

3.2.2.4 Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 « secteurs opérationnels », l'information sectorielle est présentée sur la base de l'organisation interne et du reporting utilisé par le Président Directeur Général, principal décideur opérationnel du groupe.

Les secteurs retenus par le Groupe sont les suivants :

- ✓ **Projets**, regroupe les activités de centrales électriques renewstable et autres activités de décarbonation des entités du groupe.
- ✓ **Industrie France**, activité industrielle de piles à combustible située à Blanquefort en France.
- ✓ **Autres métiers France** qui comprennent notamment les services opérations, investissements et services supports du groupe.

3.2.2.5 Frais de recherche et développement

Conformément à IAS 38, Immobilisations incorporelles :

- **les frais de recherche** sont comptabilisés dans les charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus ;
- **les frais de développement** sont comptabilisés en immobilisations incorporelles uniquement si les six critères suivants sont cumulativement remplis :
 - la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
 - l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
 - la capacité du Groupe à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
 - la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables. L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité ;
 - la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle, et
 - la capacité du Groupe à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les frais de recherche et développement comprennent :

- les frais relatifs au développement des premières piles à combustibles, incluant les études externes et les temps passés par les équipes HDF ; À la clôture de la période, ces actifs sont totalement amortis conformément aux règles comptables en vigueur ;
- les frais « projets » en cours, incluant principalement les temps passés par les équipes HDF, les coûts d'étude externes, et les intérêts d'emprunt directement attribuables au projet le cas échéant.

3.2.2.6 Subventions

Le Groupe perçoit des subventions publiques dans le cadre de ses projets innovants.

Celles-ci sont comptabilisées dès lors que le Groupe a une assurance raisonnable que les conditions attachées aux subventions pourront être remplies et que la subvention sera reçue.

La subvention encaissée est comptabilisée au passif (autres passifs courants), en attendant que les coûts liés soient (i) constatés au compte de résultat lorsque les subventions sont liées à des projets non capitalisés, ou (ii) que l'actif auquel elle se rattache soit mis en service (auquel cas la subvention sera reconnue sur une base systématique sur la durée d'utilité de l'actif). Ces subventions sont comptabilisées au compte de résultat au même rythme que les coûts ou les pertes qu'elles ont pour objet de compenser et sont présentées en « Autres produits opérationnels »

Ce poste enregistre notamment les aides perçues dans le cadre du contrat signé le 5 décembre 2025 avec Bpifrance au titre du Projet Important d'Intérêt Européen Commun (PIIEC). L'Etat français apporte ainsi son soutien au projet industriel porté par HDF depuis 2022 et validé par l'Union Européenne en 2024.

Pour mémoire, les investissements avaient été lancés par HDF dès la fin de l'exercice 2022 mais aucun produit n'avait été comptabilisé jusqu'à fin 2024 en l'attente de la signature définitive du contrat de financement. Le contrat est décomposé en six étapes clé assorties de livrables et se déroulera jusqu'en 2031.

Il prévoit également, à partir de 2032 et jusqu'en 2038, un mécanisme de partage de la valeur dit de clawback explicité ci-après. En l'attente d'une doctrine comptable établie pour le traitement de ce type de contrat, l'analyse du Groupe a conduit à considérer ce contrat comme une subvention au sens d'IAS20.

Le montant d'aide maximal auquel HDF peut prétendre s'élève à 168,8 M€ et correspond au différentiel défavorable entre les valeurs actuelles des dépenses nécessaires au déploiement du programme et de la contribution positive au résultat des ventes de produits issus du programme, appelé funding gap.

Le contrat prévoit un mécanisme partage de valeur dit de clawback jusqu'à fin 2038 aux termes duquel HDF recalculera le funding gap ex post. Dans le cas où le funding gap issu de ce calcul, après prise en compte des financements perçus, serait positif, l'excédent serait partagé entre HDF et Bpifrance.

3.2.3 NOTES SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTATS CONSOLIDES CONDENSES

A NOTES SUR LE BILAN

3.1 Actifs incorporels

(En milliers d'euros)	31/12/2025	Acquisition / augmentations	Cessions / diminutions	Effet de change	30/06/2026
Logiciels et brevets	247	-	-	-	247
Actifs incorporels	4 187	0	-	0	4 187
Actifs incorporels en cours	4 926	567	-	116	5 613
Valeur brute	9 359	567	-	116	10 046
Amortissements Logiciels et brevets	- 59	- 36	-	-	- 96
Amortissements Actifs incorporels	- 4 187	-	-	-	- 4 187
Dépréciation sur actifs incorporels	- 1 506	- 403	-	- 41	- 1 950
Amortissement et dépréciation	- 5 752	- 439	-	- 41	- 6 232
Actif incorporels, net	3 607	127	-	75	3 814

Actifs incorporels en cours

Les acquisitions d'actifs incorporels en cours correspondent principalement aux frais activés sur les projets en phase avancée de développement : Energia Los Cabos (Mexique), Swakopmund (Namibie), Sumba (Indonésie) et Kwale (Kenya). Ces actifs incorporels sont détaillés comme suit :

(En milliers d'euros)	30/06/2026			31/12/2025		
	Charges externes	Frais de personnel	Total	Charges externes	Frais de personnel	Total
Développement projets - Renewable	2 784	2 755	5 539	2 506	2 346	4 852
Autres immobilisations incorporelles usine	74	-	74	74	-	74
Total Actifs incorporels en cours	2 858	2 755	5 613	2 580	2 346	4 926

Dépréciation sur actifs incorporels en cours

La dépréciation sur actifs incorporels en cours au 30 juin 2026 intègre le montant de 1 506 K€ déjà constaté au 31 décembre 2025 sur le projet Mpumalanga (Afrique du Sud), suite à la perte des droits relatifs aux terrains. Elle comprend, au titre du premier semestre 2026, un complément de 127 K€ correspondant à la dépréciation des temps passés sur ce même projet au cours de l'exercice, ainsi qu'une dépréciation du projet CRT à hauteur de 276 K€.

Droits de location sur actifs incorporels

Les immobilisations incorporelles liées aux contrats de location correspondent à des logiciels, pour un montant de 191 K€.

3.2 Actifs corporels

(En milliers d'euros)	31/12/2025	Acquisition / augmentations	Cessions / diminutions	Effet de change	Reclassement yc activation	30/06/2026
Terrain	2 234	-	-	12	-	2 246
Constructions, agencements & aménagements	16 704	-	-	0	-	16 704
Installations techniques, matériel & outillage	9 479	-	-	6	-	9 486
Matériel de transport	182	-	-	-	-	182
Autres immobilisations corporelles	486	1 -	1	5	-	491
Immobilisations en cours	892	173	-	0	-	1 065
Valeur brute	29 977	174 -	1	23	-	30 173
Terrain	- 127	- 14	- -	7	-	- 149
Constructions, agencements & aménagements	- 2 130	- 654	- -	0	-	- 2 784
Installations techniques, matériel & outillage	- 2 683	- 1 519	- -	4	-	- 4 207
Matériel de transport	- 63	- 20	- -	-	-	- 83
Autres immobilisations corporelles	- 252	- 67	1 -	3	-	- 320
Amortissement et dépréciation	- 5 255	- 2 274	1 -	14	-	- 7 542
Actif corporels, net	24 722	- 2 099 -	0	9	-	22 631

Les terrains concernent principalement :

- Le terrain de Blanquefort pour 2.009 K€ où se situe le siège social et l'usine de fabrication des piles à combustibles ;
- Les droits d'utilisation associés aux baux des terrains des projets Energia Los Cabos (Mexique) et Kwale (Kenya), destinés au développement d'un ou plusieurs projets Renewstable ©.

Les installations techniques concernent la construction et les équipements nécessaires à l'usine de Blanquefort.

Les immobilisations en cours à la clôture comprennent les coûts de construction du banc de R&D destinés à développer et tester les piles à combustible tout au long de leur processus de fabrication.

3.3 Actifs financiers non courants

(En milliers d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
DAT et compte courant donnés en garantie (1)	4 300	4 300
Prêts aux sociétés projet mises en équivalence	1 573	1 456
Titres de participation (2)	351	350
Contrat liquidité (3)	17	55
Dépôts et cautionnements versés (4)	36	137
Divers	3	0
Valeur brute	6 280	6 299
Dépréciation (2)	-100	-100
Valeur nette	6 180	6 199

- (1) Dépôt à terme de 4 300 K€ nanti (dans le cadre de la garantie d'engagement de souscription de fonds propres pour le projet CEOG qui aura lieu à l'issue de la phase de construction de la centrale).
- (2) Les titres de participation correspondent aux titres de sociétés non consolidées Digas et Pragma Industries, ces derniers étant totalement provisionnés.
- (3) Compte espèces au titre des contrats de liquidité et de rachat d'actions. Le plan de rachat d'actions propres s'est terminé sur le premier semestre 2025.
- (4) Dont 100 K€ au titre du compte séquestre lié à la construction de l'usine de Blanquefort, récupéré au premier semestre 2026, et dépôts versés pour différents bureaux.

3.4 Participations dans les entreprises associées et co-entreprises

Les sociétés mises en équivalence sont les sociétés CEOG, RenewStable Barbados (RSB), NewGen et Hynaval dont voici l'analyse de la quote-part des résultats :

CEOG

(En milliers d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Quote-part du Groupe non comptabilisée dans les pertes au 1er Janvier (1)	- 616	- 501
Capitaux propres à la date de mise en équivalence		
Dividendes et transferts de bénéfices		
Quote-part du résultat attribuable	- 262	- 114
Entités nouvellement consolidées		
Augmentation (diminution) de capital		
Ecarts de conversion		
Quote-part du Groupe non comptabilisée dans les pertes à la clôture (1)	- 878	- 616
Valeur brute	25	25
Valeur nette des titres au 1 janvier	-	-
Quote-part du résultat net des entreprises associées et co-entreprises	-	-
Valeur nette des titres à la clôture	-	-

(1) Les pertes incluent les résultats de la filiale proprement dits, ainsi que les marges internes auxquelles la filiale est partie prenante et non éliminées

RSB

(En milliers d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Quote-part du Groupe non comptabilisée dans les pertes au 1er Janvier (1)	- 2 083	- 2 011
Capitaux propres à la date de mise en équivalence		
Dividendes et transferts de bénéfices		
Quote-part du résultat attribuable	5	37
Entités nouvellement consolidées		
Augmentation (diminution) de capital		
Ecarts de conversion	8	35
Quote-part du Groupe non comptabilisée dans les pertes à la clôture (1)	- 2 070	- 2 083
Valeur brute	373	373
Valeur nette des titres au 1 janvier	-	-
Quote-part du résultat net des entreprises associées et co-entreprises	-	-
Valeur nette des titres à la clôture	-	-

(1) Les pertes incluent les résultats de la filiale proprement dits, ainsi que les marges internes auxquelles la filiale est partie prenante et non éliminées

NEWGEN

(En milliers d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Quote-part du Groupe dans les capitaux propres au 1 janvier	896	957
Capitaux propres à la date de mise en équivalence		
Goodwill		
Dividendes et transferts de bénéfices		
Quote-part du résultat attribuable (1)	- 72	- 72
Entités nouvellement consolidées		
Augmentation (diminution) de capital		
Ecart de conversion	- 5	11
Quote-part du Groupe dans les capitaux propres à la clôture	818	896
Valeur brute	1 486	1 486
Valeur nette des titres au 1 janvier	896	957
Quote-part du résultat net des entreprises associées et co-entreprises	- 72	- 72
Ecart de conversion	- 5	11
Valeur nette des titres à la clôture	818	896

HYNAVAL

(En milliers d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Quote-part du Groupe dans les capitaux propres au 1 janvier	61	67
Capitaux propres à la date de mise en équivalence		
Goodwill		
Dividendes et transferts de bénéfices		
Quote-part du résultat attribuable	17	15
Entités nouvellement consolidées		
Augmentation / réduction de capital		
Variation de périmètre		
Autre variation	-	22
Quote-part du Groupe dans les capitaux propres à la clôture	78	61
Valeur brute	175	175
Valeur nette des titres au 1 janvier	61	67
Autre variation	-	- 22
Quote-part du résultat net des entreprises associées et co-entreprises	17	15
Valeur nette des titres à la clôture	78	61

3.5 Impôts sur les résultats

Impôts différés

(En milliers d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Actifs d'impôt différés sur les pertes fiscales reportables	3 279	3 279
Provisions pour engagements de retraite	10	22
Autres actifs d'impôt différés	35	15
Elimination marge interne	568	620
Compensation des actifs et passifs	- 17	- 59
Impôts différés actifs	3 876	3 876
CA à l'avancement	-17	-59
Compensation des actifs et passifs	17	59
Impôts différés passifs		
(En milliers d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
ID en capitaux propres		
Charges (-) / produits d'impôts différés (+)	-1	-3 353

Les impôts différés ont été calculés sur la base d'un taux d'impôt sur les sociétés de 25%.
Le total des pertes fiscales non activées s'élève à 28.965 K€ au 30 juin 2026.

Produits d'impôts de l'exercice

Compte tenu de la visibilité limitée sur le calendrier de concrétisation des projets avancés, le Groupe n'a pas procédé à une reconnaissance additionnelle d'impôts différés actifs : le poste demeure au niveau comptabilisé au 31/12/2025.

3.6 Stocks

Les stocks sont constitués de composants nécessaires à la fabrication de piles à combustible.

(En milliers d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	2 128	2 008
En-cours de services	11	0
Valeur brute	2 140	2 008
Dépréciations sur stocks et en-cours	- 907	- 907
Stocks et en-cours nets	1 233	1 101

3.7 Créances clients et comptes rattachés

(En milliers d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Créances clients	3 435	3 077
Actifs sur contrats (1)	4 428	4 244
Divers		
Valeur brute	7 863	7 321
Dépréciation		
Valeur nette	7 863	7 321

(1) Le poste « Actifs sur contrats » concerne les droits conditionnels liés au contrat RSB selon IFRS 15. Cf note 11 Chiffre d'affaires

3.8 Autres actifs courants et passifs courants

Autres actifs courants

Les autres actifs courants comprennent notamment les subventions à recevoir, les comptes courants avec les sociétés mises en équivalence, principalement RSB et Newgen.

(En milliers d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Comptes courants envers les sociétés projet mises en équivalence	2 274	2 200
Subventions (1)	13 166	5 741
Etat et autres organismes (2)	367	427
Charges constatées d'avances	279	162
Avances et acomptes versés sur commandes	352	386
Créances sur cessions d'immobilisations	39	39
Divers	29	11
Valeur brute	16 507	8 966
Dépréciation	-39	-39
Valeur nette	16 468	8 927

- (1) La seconde tranche de l'avance PIIEC, soit 12,7 M€, est enregistrée en subvention à recevoir, les conditions contractuelles de versement étant satisfaites à la date de clôture. Cette avance couvre pour 9,7 M€ le reste à recevoir au titre de la subvention des dépenses éligibles des exercices 2025 et 2026. Le différentiel de 3 M€ est comptabilisé en « Autres passifs courants ».
- (2) Le poste Etat et autres organismes comprend principalement la TVA récupérable.

Autres passifs courants

Ce poste correspond essentiellement à la part des subventions non encore reconnue en résultat soit principalement 4.684 K€ au titre du PIIEC.

(En milliers d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Etat et autres organismes	1 381	966
Fournisseurs d'immobilisations, avances	123	165
Subventions	5 189	1 845
Part courante du prix d'acquisition Newgen	361	338
Divers	484	362
Total autres passifs courants	7 538	3 676

3.9 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En milliers d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
VMP - Autres placements	16 700	16 700
Intérêts courus non échus s/ VMP	840	1 209
Disponibilités	9 675	15 588
Trésorerie et équivalents de trésorerie, net	27 215	33 497

3.10 Provision courante

Le Groupe a constitué une provision pour charges de 75 K€, conformément à IAS 37. Ce poste intègre également la reprise de la provision du chantier CEOG, comptabilisée en 2025.

3.11 Actifs et passifs sur contrats

La reconnaissance du revenu, la facturation et l'encaissement génèrent des actifs sur contrat (chiffre d'affaires comptabilisé avant droit à facturer) et des passifs sur contrat (droit à facturer avant comptabilisation du chiffre d'affaires).

(En milliers d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Actifs sur contrats (1)	4 428	4 244
Total Actifs sur contrats	4 428	4 244
Contrat AMO Construction CEOG	1	8
Contrat AMO Développement NEWGEN (2)	145	259
Total Passifs sur contrats	146	267

- (1) Les Actifs sur contrats comprennent principalement les facturations qui interviendront en fin de projet et dont le chiffre d'affaires correspondant est reconnu à l'avancement (cf note 12). Ils sont inclus dans les créances clients et comptes rattachés (cf note 07).
- (2) Le passif sur contrat AMO construction CEOG concerne le contrat d'assistance à la maîtrise d'ouvrage en phase de réalisation du projet de centrale électrique de l'ouest guyanais conclu avec la société CEOG le 30 septembre 2021. Ce contrat initial d'une durée de 36 mois, avec une date prévisionnelle de fin de contrat au 1er octobre 2024 prévoyait un premier versement forfaitaire à la signature.
- (3) Le contrat initial de développement NEWGEN prévoit une facturation mensuelle fixe plus rapide que l'avancement du chiffre d'affaires, la charge opérationnelle étant croissante dans la phase finale de développement à l'approche du closing.

3.12 Chiffre d'affaires

(En milliers d'euros)	30/06/2026	30/06/2025
Vente de piles à combustible et services rattachés	157	71
Revenus des contrats d'AMO développement projets	264	275
Revenus des contrats d'AMO construction	63	38
Autres produits	67	25
Chiffre d'affaires	551	410

Le chiffre d'affaires est composé principalement des revenus constatés au titre des contrats d'assistance à la maîtrise d'ouvrage (AMO) avec les SPV dont le Groupe ne détient pas le contrôle. L'analyse de ces contrats détermine qu'ils ne comprennent qu'une unique obligation de performance, les différentes tâches et jalons étant hautement interdépendants, visant à permettre la réalisation du projet, le lancement de la construction d'une centrale et la contractualisation des ressources financières nécessaires.

Le chiffre d'affaires a donc été reconnu progressivement, sur la base des coûts réellement encourus sur la période.

Les comptes au 30 juin 2026 enregistrent les services mis en place par le Groupe au titre de l'installation et la mise en service des piles à combustibles livrées à la centrale CEOG fin 2024.

Les refacturations de charges correspondent à des dépenses engagées par le Groupe pour le compte de projets et refacturées à l'euro/l'euro. Les charges correspondantes sont enregistrées dans les charges externes.

3.13 Autres produits liés à l'activité

Les autres produits de l'activité concernent principalement les produits de subventions dont 4.084 K€ au titre du PIIEC, en lien avec des dépenses éligibles au titre du programme comptabilisées en charges sur le semestre.

Parallèlement, le groupe a comptabilisé au 30 juin 2026 un montant de subvention à recevoir de 1.659 K€ comptabilisé en autres passifs courants au titre de dépenses éligibles non encore comptabilisées au compte de résultat.

Un premier acompte de 12 666 K€ a été encaissé par HDF en décembre 2025. Un second acompte, du même montant, a été comptabilisé au 30/06/2026 en subvention restant à recevoir, les conditions contractuelles de versement étant remplies à la clôture ; il est présenté en autres actifs courants (note 3.8). Les subventions à recevoir au titre des dépenses éligibles du semestre s'élève à 4.430 K€. Pour mémoire, un premier acompte de 12.666 K€ a été encaissé par HDF en décembre 2025.

Au 30 juin 2026, sur la base du funding gap, le Groupe estime qu'aucun montant à verser ne doit être comptabilisé au titre du clawback. Les autres produits de l'activité comprennent également des subventions reçues pour accompagner le développement de projets en Asie et sur des projets connexes.

3.14 Frais de personnel et effectifs

Les frais de personnel comprennent une charge de 33 K€ au titre des plans AGA, contre 99 K€ au 30 juin 2025, du fait de l'attribution définitive au cours du second semestre 2025 du plan émis en 2022.

L'effectif moyen du Groupe comprend 93 salariés en juin 2026, contre 103 en juin 2025, soit une baisse de 10 ETP qui traduit la poursuite du recentrage des activités du Groupe.

Dans les pays dans lesquels le Groupe ne dispose pas de filiales, il a recours à des contrats de portage ou de consultants. L'effectif moyen du Groupe intégrant ces ressources s'établit à 121 en juin 2026, contre 125 en juin 2025, la baisse des effectifs permanents étant partiellement compensée par la hausse du recours aux consultants et au portage salarial.

3.15 Résultat par action

Le résultat net dilué par action s'obtient en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires selon la méthode du rachat d'action. Selon cette méthode, les fonds recueillis par les instruments financiers potentiellement dilutifs sont affectés au rachat d'action à leur valeur de marché. La dilution s'obtient par différence entre le nombre théorique d'actions qui serait racheté et le nombre d'options potentiellement dilutives.

Le nombre d'actions émises et intégralement libérées au 30 juin 2026 s'élève à 14 702 454 actions d'une valeur nominale unitaire de 0,2 €.

Les BSCPE et AGA émis sont estimés anti-dilutifs au 30 juin 2026 (idem 31 décembre 2025).

3.16 Transactions avec les parties liées

Les parties liées avec lesquelles des transactions sont effectuées incluent les entreprises associées et co-entreprises détenues directement ou indirectement par la Société, et les entités qui détiennent directement ou indirectement une participation dans le Groupe.

Les transactions avec les co-entreprises et entreprises associées correspondent principalement aux contrats conclus avec CEOG, RSB, et NewGen, et aux comptes courants existants avec ces trois entités.

Ces transactions sont effectuées à des conditions normales de marché et présentées dans le tableau suivant :

<i>(En milliers d'euros)</i>	30/06/2026	Co-entreprises	Autres parties liées
Actifs corporels			
Participations dans les entreprises associées et co-entreprises	896	896	
Actifs financiers non courants	1 573	1 573	
Créances clients et comptes rattachés	7 863	7 233	
Actifs financiers courants	2 274	2 274	
Autres passifs courants	146	146	
Chiffre d'affaires	551	328	

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025	Co-entreprises	Autres parties liées
Actifs corporels			
Participations dans les entreprises associées et co-entreprises	957	957	
Actifs financiers non courants	1 456	1 456	
Créances clients et comptes rattachés	7 321	6 638	
Actifs financiers courants	2 200	2 200	
Autres passifs courants	267	267	
Chiffre d'affaires	998	779	

<i>(En milliers d'euros)</i>	30/06/2025	Co-entreprises	Autres parties liées
Actifs corporels			
Participations dans les entreprises associées et co-entreprises	955	955	
Actifs financiers non courants	1 380	1 380	
Créances clients et comptes rattachés	6 817	6 263	
Actifs financiers courants	2 190	2 190	
Autres passifs courants	266	266	
Chiffre d'affaires	410	339	

3.2.4 EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2026

Le 5 décembre 2025, HDF a signé avec BPI FRANCE le contrat de financement du projet industriel soutenu par l'Etat français dans le cadre de France 2030. Notifié par la Commission Européenne en tant que Projet Important d'Intérêt Européen Commun (PIIEC) depuis mai 2024, le projet industriel d'HDF a pour objectif de développer et industrialiser des piles à combustibles de forte puissance destinées aux secteurs du stationnaire et des mobilités lourdes maritime et ferroviaire. HDF a perçu le 31 juillet 2026 le second acompte de 12,7 M€ sur le programme.

La dynamique engagée en Indonésie au premier semestre s'est confirmée après la clôture. PLN, opérateur électrique national, a ouvert en juillet 2026 le processus de sélection de son partenaire pour le projet Sumba. Le 10 septembre 2026, PT HDF Energy Indonesia et PT Pertamina New & Renewable Energy ont signé un Joint Study Development Agreement portant sur le développement conjoint de projets d'énergie renouvelable (hydrogène vert, stockage batterie, hydrogène-électricité), incluant la poursuite du portefeuille Renewstable® dans l'Est de l'Indonésie, avec exclusivité réciproque sur certains districts de Nusa Tenggara Est et de Papouasie.

3.2.5 ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS EVENTUELS

Engagements hors bilan

<i>(En milliers d'euros)</i>	30/06/2026	31/12/2025
Engagements de financement	4 413	4 300
Garanties données	4 413	4 300
Actifs donnés en garantie (1)	4 300	4 300
Engagements d'exploitation	-	-
Engagements donnés	4 413	4 300
Engagement de financement	450	450
Garantie reçue (2)	450	450
Engagements reçus	450	450

(1) Dépôt à terme de 4 300 K€ nanti (dans le cadre de la garantie d'engagement de souscription de fonds propres pour le projet CEOG qui aura lieu à l'issue de la phase de construction de la centrale CEOG).

(2) Garantie reçue de la part de Siemens dans le cadre des travaux AMO de la centrale CEOG.

Passifs éventuels

Suite à la prise de participation dans la société NewGen, le prix d'achat initial peut être augmenté (compléments de prix) successivement au titre de trois étapes si les objectifs sont remplis. Le total de ces engagements, diminué du montant de la juste valeur des compléments de prix déjà comptabilisée en titres, s'élève à 1.395 K€.

04



BSF Audit SAS

19/23, quai de Paludate

33800 Bordeaux Cedex

S.A.S au capital de 300 000 €

533 372 603 RCS Bordeaux

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie
Régionale de Grande Aquitaine

Deloitte & Associés

6, place de la Pyramide

92908 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. au capital de 2 201 424 €

572 028 041 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie
Régionale de Versailles et du Centre

HYDROGENE DE FRANCE

Société anonyme

35, Rue Jean Duvert

33290 Blanquefort

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2026 au 30 juin 2026

Aux actionnaires de la société HYDROGENE DE FRANCE

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2026 au 30 juin 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe 3.2.2.6 de l'annexe, qui mentionne qu'en l'absence de texte précis et de doctrine comptable établie, le management a considéré et traité le contrat signé le 5 décembre 2025 avec BPI France au titre du Projet Important d'Intérêt Européen Commun (PIIEC) comme une subvention au sens d'IAS20. Cette subvention est ainsi reconnue au compte de résultat au même rythme que les coûts qu'elle a pour objet de compenser. Les impacts liés à cette approche sont décrits dans les notes 3.8 et 3.13.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Bordeaux, le 23 septembre 2026

Les commissaires aux comptes

BSF Audit SAS

Deloitte & Associés

Daniel RODRIGUES

Mathieu PERROMAT